

Printemps arabe" : réussir la révolution économique**Une du "Monde Economie" du mardi 19 avril 2011.DR**

Syrie, Libye, Yémen... : suivant l'exemple de la Tunisie et de l'Egypte, les peuples du monde arabe se battent jour après jour pour plus de liberté et de justice.

Des centaines de milliers de jeunes diplômés et des régions entières n'en peuvent plus d'être tenus à l'écart du développement, et d'assister à la prospérité insolente des bénéficiaires des systèmes de rente créés dans les activités de matières premières, d'importation ou de services, et de subir les conséquences du positionnement low cost - à bas coûts - social comme fiscal de leurs pays dans l'économie mondiale.

"Les révolutions cassent le modèle économique dominant actuellement : libéralisation économique faciale, avec déclin du rôle de l'Etat, mais fermeture sociale et politique, sans liberté d'expression et sans redevabilité des gouvernants. Les pays arabes ont ainsi connu le pire des modèles économiques, qualifié de "crony capitalism", le capitalisme des copains", explique Samir Aita, président du Cercle des économistes arabes et rédacteur en chef de l'édition arabe du Monde diplomatique. Les peuples arabes demandent d'accéder à un modèle économique équitable et viable, porteur de perspectives.

URGENCE SOCIALE EN TUNISIE

Or, l'urgence sociale s'impose déjà, par exemple en Tunisie, où la chute de l'activité touristique se conjugue aux tensions dans les entreprises autrefois détenues par les membres des clans déçus, aux revendications d'un meilleur traitement maintenant que le couvercle de la dictature a sauté...Etat de droit, dialogue social, investissements massifs, intégration régionale : les clefs du succès économique du "printemps arabe" nécessiteront des actions résolues mais aussi un soutien de tous les pays attachés au succès des révolutions démocratiques. Bouleversées par la révolution, les économies tunisienne ou égyptienne font face à des urgences : récupérer et gérer les avoirs de l'ancien régime, affronter des mouvements de grève et d'insatisfaction. "Dès que les révolutions ont, d'un côté enlevé la chape du sommet du pouvoir et les privilèges de ses hommes de main, et qu'elles ont libéré de l'autre côté l'expression sociale, tous les mécanismes de fond du modèle dominant sont devenus caducs. On peut alors être surpris des évolutions et des mouvements sociaux en cours ; mais ils ne

représentent que la recherche d'un nouvel équilibre, d'un nouveau modèle socio-économique. Et cela va prendre du temps", analyse M. Aita.

Pendant la transition, les finances publiques sont aussi soumises à de fortes contraintes, avec la baisse des entrées de devises et des recettes fiscales.

M. Aita recommande aux gouvernements d'instaurer des formes de contrôle des changes, et de s'endetter auprès du système bancaire - compte tenu de l'importance de l'épargne locale - plutôt que sur des marchés de capitaux toujours méfiants pendant les périodes de changement politique. Mais là aussi, les perturbations devraient déboucher sur un nouvel équilibre : "Le produit de l'impôt indirect est supérieur à l'impôt direct : les entreprises et les hauts revenus échappent à la fiscalité parce qu'ils sont liés aux pouvoirs politiques. Cela veut dire qu'il y a une base fiscale à exploiter pour des Etats de droit et démocratiques", signale Lahcen Achy, économiste au Carnegie Middle East à Beyrouth. Le nouvel environnement qui se dessine ainsi appelle une stratégie à plus long terme dans le but de satisfaire les besoins économiques et sociaux laissés en friche : sortir d'une approche favorisant les zones franches et le travail à bas coût - qui a notamment souffert de la concurrence chinoise -, développer le marché intérieur, améliorer les infrastructures, aménager le territoire...

FAIRE SAUTER LES BARRIÈRES

"Le vrai problème des économies arabes est la transition vers une industrie - jusqu'ici dominée par les activités exigeant une main-d'oeuvre importante -, vers des produits de haute technologie. Il y a bien eu des tentatives de montée en gamme dans la "supply chain" (chaîne d'approvisionnement) occidentale : usine Renault au Maroc, sous-traitants aéronautiques en Tunisie, centres d'appels... Mais elles n'ont pas suffisamment pris le relais d'une industrie textile où dominant les bas salaires, ou d'un tourisme en difficulté à cause de la crise mondiale", estime l'économiste Hakim Ben Hammouda.

Cent mille emplois par an ont été créés par les investissements directs étrangers depuis 2003, et 200 000 à 300 000 en comptant les emplois indirects, selon Anima, agence de promotion des investissements dans la zone méditerranéenne. Mais ces chiffres restent plus de dix fois inférieurs aux besoins...

"La Corée du Sud était dans le textile dans les années 1960, mais elle a commencé la transition technologique par des investissements massifs dès les années 1970, et il lui a fallu dix ans pour en arriver là où elle en est. Il faudra plus de dix ans aux pays arabes pour mener cette montée en gamme", ajoute M. Ben Hammouda.

Une stratégie d'investissements locaux massifs - notamment en infrastructures et en formation - permettrait de développer à la fois l'offre de produits et de services, mais aussi le marché intérieur. Elle semble donc indispensable pour réaliser le potentiel économique de ces pays.

Ces investissements pourraient être soutenus, dans une sorte de "plan Marshall" (lancé par les Etats-Unis après la seconde guerre mondiale, celui-ci avait financé la reconstruction de l'Europe de l'Ouest), par les pays soucieux de conforter l'avènement de la démocratie.

Mais les économies arabes ont aussi un énorme gisement de croissance enfoui à développer. Les évolutions et les révolutions démocratiques, si elles prospèrent dans la région, pourraient faire sauter les barrières que les nationalismes ou les différences de régimes ont dressées jusqu'ici.

RESSOURCES PROPICES À UNE CROISSANCE FORTE

Le Golfe, le Maghreb et le pourtour méditerranéen sont dotés, globalement, des ressources humaines, entrepreneuriales, financières et en matières premières propices à un régime de croissance très fort : "Les pays du Maghreb, l'Egypte et la Turquie ont beaucoup à gagner s'ils s'ouvrent ensemble et s'intègrent économiquement : beaucoup plus qu'à une intégration vers le Nord, laquelle ne peut

d'ailleurs être relancée efficacement qu'à cette condition d'une intégration préalable sud-sud et sud-est", souligne El Mouhoub Mouhoud, professeur d'économie à Paris-Dauphine.

"Les accords de libre-échange avec l'Union européenne de 1995 - le processus de Barcelone - n'ont en rien permis de développer les économies maghrébines. Déséquilibrés, ils étaient surtout une légitimation politique des régimes en place, en échange d'une police de l'immigration. Et le projet d'Union pour la Méditerranée (UPM) reste un mythe", ajoute-t-il.

Des investissements massifs, une stratégie de montée en gamme, une intégration régionale : le vent de la liberté qui souffle aujourd'hui pourrait rendre ces pistes possibles.

Aujourd'hui, souligne Bénédicte de Saint-Laurent, conseiller économique d'Anima, "Les grands groupes privés locaux, quand ils existent (Egypte, Maroc, Tunisie), ont un actionnariat familial et une structure verticale : ils sous-traitent à l'intérieur du groupe, ce qui étouffe l'innovation technologique ou de marché. "

Ces blocages peuvent sauter : "Les "révolutions" arabes libèrent des énergies économiques nouvelles", souligne Samir Aita. Comme après les indépendances, rappelle-t-il, où la croissance a été très soutenue pendant une à deux décennie : bien plus que ces dernières années.

Antoine Reverchon et Adrien de Tricornot

http://www.lemonde.fr/economie/article/2011/04/18/printemps-arabe-reussir-la-revolution-economique_1509198_3234.html